



ACER

Les Amis des Combattants en Espagne Républicaine

16 villa Compoint
75017 Paris
<http://www.acer-aver.fr>
conception:
Jean-Pierre Seignon-Chmilewsky
Coordination:
Patrick Diaz-Bescont

BULLETIN DE LIAISON N°14 . JANVIER 2008

FACE AUX CRIMES : UNE LOI DE MEMOIRE HISTORIQUE

Espoir

L'adoption en novembre 2007 par le Parlement espagnol de " la loi de mémoire historique " (1) constitue une avancée considérable pour tous les démocrates espagnols et leurs amis dans le monde.

Trente deux ans après la mort du dictateur, le régime franquiste est enfin et officiellement condamné. Après tant d'années d'anesthésie et de non-dit, malgré l'hystérique hostilité de la droite appuyée jusqu'au Vatican par la hiérarchie catholique, malgré aussi les difficultés à réunir une majorité de députés pour voter un texte, insuffisant pour certains, excessif pour d'autres, voici que s'ouvre le chemin de la vérité.

Il fallait faire vite afin d'éviter, à l'approche d'échéances électorales incertaines, le risque d'enfouissement de la loi. Il convenait de franchir la première étape d'un processus permettant d'aller plus avant dans la recherche historique, dans la volonté de lever le voile sur les crimes, tous les crimes, perpétrés par le franquisme depuis 1936. Désormais, forts de la loi, les démocrates espagnols disposeront de nouvelles possibilités pour rétablir les victimes dans leurs droits et leur dignité. Surtout pour écrire la véritable histoire contemporaine de l'Espagne faite de sang et de larmes.

L'ACER se félicite de cette " étape " contre l'oubli et pour la vérité.

José Fort
Co-président de l'ACER

(1) Voir l'article de Guy Saurat en pages intérieures.

Editorial

José Fort
Co-président de l'ACER



Début de vérité en Espagne

Le vote de la loi dite de la " mémoire historique " en Espagne marque l'aboutissement de démarches diverses, parfois convergentes, parfois opposées visant à condamner sans ambiguïté le coup d'état du général Franco en 1936 et à réhabiliter les victimes de la dictature. Les effets de la loi ont été étendus jusqu'en 1977 prenant ainsi en compte les tortures et exécutions, les assassinats de démocrates et les exactions policières menés jusqu'à cette date.

Aux cours des années dites de " transition vers la démocratie ", des menaces d'intervention des militaires ont été maintes fois proférées. Des tentatives de passages à l'acte ont même été réalisées avec, par exemple, l'irruption du colonel Tejero dans l'enceinte des Cortes. Jusqu'à ce jour, une forme d'anesthésie a plombé la société espagnole.

La récente béatification massive de religieux s'inscrit dans cette continuité. Elle concerne exclusivement des personnes supposées avoir été exécutées par des républicains et ignore totalement ceux, tels des prêtres basques, qui ont été fusillés par les franquistes. Il est exact que de nombreux religieux ont été victimes pour la plupart " d'incontrôlés ". Il convient toutefois de préciser que, pour l'essentiel, ces exactions ont eu lieu au cours des six premiers mois qui ont suivi le coup d'Etat résultant de la désorganisation des forces de l'ordre, les autorités de la République n'ayant pas été en mesure d'assurer la sécurité. Cela a été le cas de 491 des 498 religieux béatifiés. Aujourd'hui, les recherches réalisées sur ces exécutions confirment qu'elles ont été effectuées contre la volonté des autorités républicaines. Elles ont cessé dès que l'ordre a été rétabli. Côté franquiste, leur nombre n'a cessé d'augmenter et elles se sont poursuivies bien après la guerre, sous la forme d'éradication programmée et systématique de toute opposition. Au-delà de ces comportements, le débat sur la loi dite de " mémoire " a le mérite de démontrer qu'une large proportion de catholiques espagnols aspire à la tolérance et au respect mutuel.

Durant de longues années, l'enseignement de l'histoire, de la philosophie, de la géographie et de nombreuses autres matières dites de réflexion a été marginalisé en Espagne. Une étude récente portant sur les livres scolaires traitant du XXème siècle, édités en Espagne entre 1979 et 1999, indique que la période incluant la République, la guerre et la dictature, particulièrement importante dans l'histoire de l'Espagne, représente au mieux 9% et au pire 2,5% de leur contenu, alors qu'elle correspond à 44% du temps

réel. Répondant à un sondage du journal " El Pais " paru en juillet 2007, 36% des Espagnols, soit pratiquement 15 millions de personnes, déclarent n'avoir jamais reçu d'enseignement dans ces matières. C'est à partir de ces réalités qu'il convient d'apprécier le vote de la loi de la mémoire historique. En premier lieu, il faut rappeler qu'à l'exception considérable et heureuse de l'instauration progressive d'un système démocratique, de mesures d'amnistie, que 68 ans après la fin de la guerre, 32 ans après la mort de Franco, nombre de fondements de l'Etat franquiste continuaient à se perpétuer dans de multiples domaines.

Sur le plan strictement comptable, la majorité absolue aux Cortes (parlement Espagnol) est de 175 voix. La loi a été approuvée par 187 voix contre 137. Le débat sur son contenu a débuté en 2004. Il a suscité de vives polémiques. Le contenu de la loi traduit le poids respectif des formations politiques représentées au parlement et aussi les propositions minimales pour les uns, maximales pour les autres, acceptables par chacun d'eux. Depuis le retour de la démocratie, l'essentiel des points pris en compte dans le texte, n'avaient jamais pu être véritablement abordés par les Cortes. Il paraît donc important que dans le contexte du pays un large consensus ait pu être réalisé sur le sujet.

Globalement, la loi de mémoire condamne officiellement et pour la première fois le régime franquiste. Elle supprime notamment la référence constante aux " deux parties " qui prévalait jusqu'à ce jour, confondant ainsi un régime démocratique et un groupe de soulevés contre celui-ci. Elle prévoit le retrait des multiples symboles du franquisme encore existants dans tout le pays, monuments, noms de rues... Elle déclare illégitimes les juridictions et condamnations contre les opposants à la dictature et permet d'engager l'annulation des décisions de la justice franquiste. Elle ouvre le droit et la possibilité d'effectuer des recherches sur l'histoire, d'engager officiellement la localisation des fosses et l'exhumation des corps des milliers de victimes de la répression. Elle ménage des complé-

ments d'indemnisation pour les victimes y compris pour des faits intervenus après le décès de Franco. Elle honore ceux qui défendirent la démocratie, combattants, militaires, guérilleros, brigadistes...

Il convient de souligner qu'à défaut de vote positif aux cours de la législature qui s'achève, la situation existante allait encore se perpétuer pendant au moins plusieurs années. Il est remarquable qu'à quelques mois des élections législatives et indépendamment d'oppositions parfois fortes entre elles, les principales organisations politiques, syndicales et antifranquistes espagnoles, aient assuré l'aboutissement de la loi. Ce faisant, elles ont également permis aux survivants de ces combats de vivre la condamnation du franquisme et éventuellement de bénéficier des quelques honneurs que mérite leur engagement.

Cette loi marque le début d'un processus permettant d'engager des démarches effectives et précises dans les multiples domaines où elle s'applique. Sa mise en œuvre sera complexe et méritera souvent réflexion. Par exemple, lors de son explication de vote aux Cortes, Estéban Bravo représentant du groupe Basque a indiqué que dans sa région nombre de personnes l'avaient contacté en affirmant mettre un point d'honneur à refuser l'annulation de condamnations dont ils sont fiers car elles témoignent de leur combat contre le franquisme.

Notre association, " Terre de Fraternité ", qui intervient sur des réalisations concrètes réunissant des personnes et associations de différents pays se rapportant aux Brigades Internationales et à la Résistance, s'attachera à utiliser du mieux possible les opportunités de développer ses activités qu'offre la loi.

Guy Saurat et José Luis Gamero de l' Association internationale " Terre de Fraternité " (*)

(*) Terre de Fraternité. Mairie de Foix, 09000 Foix. Courrier électronique : terredefraternite@libertysurf.fr et en Espagne : sagudo@edu.ictnet.es



Une initiative commune de municipalités et de la Generalitat de Catalogne

Dans le cadre d'un programme réunissant plusieurs municipalités de l'Ariège et de la Généralité de Catalogne, des manifestations du souvenir ont été organisées et coordonnées en Ariège par Terre de Fraternité, afin de rendre hommage à la Résistance antifasciste dans le département.

La création du XIVème Corps de Guérilleros Espagnols dans l'Ariège en 1942, jouera un rôle majeur dans l'organisation clandestine de la Résistance Armée à l'occupant allemand, et dans la libération de ce département, à l'instar de plusieurs autres dans le sud et le sud-ouest de la France.

C'est pour leur rendre hommage et transmettre la connaissance historique que de nombreux temps forts de commémoration ont marqué ces journées d'été.

Un colloque historique

Le 17 juillet 2007 se sont déroulés deux événements. D'une part un colloque historique au Centre Universitaire de l'Ariège à Foix, portant sur la création du XIVème Corps de Guérilleros à l'origine de la Résistance armée Espagnole en France et du mouvement de Résistance Allemand dénommée "Travail Allemand". Plusieurs universitaires ont participé aux travaux de ce Colloque dont *Werner Georg Fischer*, historien Allemand, *Juan Trias Vejerano*, historien Espagnol ainsi que *Claude Delpla* et *Jean Ortiz* de l'Université de Pau. Le *Commandant Robert* est intervenu à plusieurs reprises dans le cadre des débats.

Monument du souvenir

D'autre part eut lieu l'inauguration, par les représentants du conseil Régional Midi-Pyrénées, au Col de Py (près de Foix, sur le territoire de la commune de l'Herm) d'un monument du souvenir sur les lieux où fut créé en 1942 le XIVème Corps des Guérilleros espagnols.



Inauguration du monument par le Maire de l'Herm avec Robert Castells et Guy Saurat

Un ensemble monumental

Le 18 juillet à Mercus, à 15 Kms au sud de Foix, le Préfet et les autorités locales ainsi que le représentant du Mémorial Démocratique de la Généralité de Catalogne, ont inauguré un ensemble monumental réalisé en hommage aux Résistants de plusieurs nationalités qui ont participé à la libération de l'Ariège et de la France.

De nombreuses personnalités avaient tenu à participer à ces commémorations auxquelles l'ACER s'était associée.

Colloque sur la " non-intervention "

Ces commémorations et ces manifestations du souvenir, en hommage à la Résistance antifasciste, ont été prolongées, les jours suivants, en Catalogne à Mora del Ebro par un Colloque sur la " non-intervention ".



Plusieurs photos illustrent et rendent compte de ces rendez-vous commémoratifs du 65ème anniversaire de la création du XIVème Corps de Guérilleros Espagnols en Ariège, sur le site internet de l'association : <http://www.acer-aver.fr/>

Soledina et Jean-Paul Chantereau



Colloque à l'Université de Foix

Des décorations espagnoles chargées de sens...

Le 15 Novembre 2007, dans les salons de son Ambassade, M.Francisco Villar, Ambassadeur d'Espagne en France, a tenu à décorer, en accompagnant de mots très choisis et très chaleureux, quatre personnalités ayant en commun d'avoir oeuvrés à la connaissance de l'apport des Républicains espagnols à la libération de l'Europe, entre 1939 et 1945. Ces Espagnols exilés ont lutté en France dans les maquis, dans la Résistance urbaine, dans les armées régulières des Alliés - comme la "2ème DB"- ou même dans les prisons et camps de la mort

comme à Mauthausen. Ainsi ont été distingués: Mesdames Geneviève Dreyfus-Armand (Directrice de la Bibliothèque Documentation Internationale Contemporaine - BDIC), Christine Levisse-Touze (Directrice du Musée parisien Jean Moulin-Mémorial Maréchal Leclerc), Elisabeth Mezquida (journaliste espagnole) toutes trois d'ailleurs intervenantes au Colloque 2006 de Paris "Passé et Actualité de la Guerre d'Espagne"; le Général Roquejoffre qui commanda un temps les "Casques Bleus" en Bosnie et s'est attaché à l'étude et à la place des Espagnols "Rotsparier apatrides" au KZ de Mathausen. Hasard (?) de l'actualité, cette cérémonie

hautement significative suivait de quelques jours l'adoption par les députés espagnols de la "Loi de Mémoire historique"...

Avec tous les amis de la démocratie, l'ACER - invitée à la cérémonie- et l'AVER ne peuvent que se réjouir de cette heureuse initiative... et féliciter très chaleureusement les quatre récipiendaires.

Retrouvez sur notre site internet

toute l'actualité de notre association, les événements, les photos, l'histoire...

<http://www.acer-aver.fr>



Hommage aux réfugiés du franquisme

A l'initiative de la Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) du personnel des industries électriques et gazières, une plaque commémorant la mémoire des familles de républicains espagnols, fuyant le régime franquiste, a été inaugurée au centre de Feuteunigou à Plougasnou (Finistère)

Au terme d'un voyage ferroviaire de plusieurs jours exténuants qui les conduisit de la frontière pyrénéenne jusqu'à Brest, 250 républicains espagnols et leurs familles, fuyant la barbarie franquiste, sont acheminés et regroupés dans les locaux d'une colonie de vacances sur le territoire de la Commune de Plougasnou, en Bretagne, après avoir séjourné en plusieurs lieux comme Le Conquet, Plougonvelin, Lesneven, Brignogan et autres. Dans le centre de Plougasnou ils ont été hébergés et certains, comme les enfants de la famille Diaz-Rodriguez, se sont fixés et ont fondé leur famille à Plougasnou.



La cérémonie d'hommage à ces républicains espagnols, initiée par Patrick et Gérard Diaz -électriciens et fils de réfugiés espagnols- a rassemblé les familles de réfugiés accueillis à Plougasnou ainsi que leurs amis, une centaine de personnes, le 29 septembre 2007. Dans son discours, Pascal Aubrée, administrateur de la CCAS et Président de l'Iforep, a rappelé l'histoire des dizaines de milliers d'adultes et d'enfants qui ont dû fuir le franquisme. " C'est l'histoire retrouvée de nos collègues de travail et de leur famille qui ont fait escale ici en 1939. Une histoire qui, par le fait, appartient à tous et dont nous devons garder trace ".

Solidarité sociale et respect mutuel

Après avoir souligné l'initiative de l'organisation syndicale majoritaire (CGT) de créer le comité d'accueil aux enfants d'Espagne, Pascal Aubrée a rappelé la mission de solidarité sociale dont est investie la CCAS et la volonté d'inscrire, symboliquement, en ce lieu de vacances pour jeunes, "comme un devoir de mémoire collective, de solidarité sociale et d'échan-



ge culturel".

Dans son allocution, le maire de Plougasnou, Yvon Tanguy, a rendu hommage à " toutes les familles qui ont su s'intégrer dans l'esprit qui était celui de l'accueil et de l'espérance que la France représentait dans ces moments douloureux ". Enfin, il a rappelé la " nécessité de rappeler aux jeunes ces événements inacceptables afin que jamais plus ils ne se reproduisent et souhaité que cette plaque commémorative participe au devoir de mémoire et à l'exercice du respect mutuel

Mme Geneviève Dreyfus-Armand, Directrice de la BDIC, a inauguré et commenté en fin d'après midi, dans le Centre CCAS de Trébeurden, une exposition d'affiches républicaines consacrée à la Guerre d'Espagne. La soirée s'est achevée par la projection du film "Juliette" - témoignage d'une ancienne volontaire des Brigades Internationales - suivie d'un débat avec le public.

Rappel historique

L'imminence de la chute de Barcelone, le 29 janvier 1939, avait précipité les événements. Fuyant les exactions des vainqueurs, et la répression impitoyable, des centaines de milliers de réfugiés affluent en masse aux postes frontière des Pyrénées pour demander asile à la France. L'improvisation et les conditions inhumaines de l'accueil réservé à ces réfugiés par les autorités françaises de l'époque s'inscrivent hélas au nombre des épisodes qui entachent l'Histoire de notre pays. Et les blessures sont encore vives de nos jours.

Partie 2 ans plus tôt de Motril en

Andalousie après la chute de Malaga, la famille de Patrick et de Gérard Diaz-Rodriguez est de celles qui ont vécu douloureusement ce nouvel exode des républicains espagnols, " La Retirada ".

Le hasard devait les conduire à Plougasnou, dans les locaux d'un centre de vacances impropres à l'accueil et aux séjours prolongés de familles entières. Aujourd'hui, les lieux ont conservé leur vocation de Centre de vacances. La Caisse Centrale d'Activités Sociales des électriciens et gaziers (dont relèvent professionnellement Patrick et Gérard) en assure la gestion depuis 1964.



Soixante huit ans après, afin de restaurer et de préserver la mémoire de ces événements, Patrick et Gérard ont entrepris ainsi un travail de recherche, aux archives départementales notamment, qui leur a permis de reconstituer les péripéties et le déroulement de cette histoire. Une histoire qui, grâce au partenariat et au concours de la CCAS a permis l'inauguration d'une plaque commémorative à la mémoire des familles de républicains espagnols qui ont été hébergés en ces lieux en 1939.



Un hommage auquel l'ACER, représentée par Soledina et Jean-Paul Chantereau, s'est amicalement et chaleureusement associée.

Affluence autour de l'épopée des Brigades Internationales

Notre présence à la fête de l'Humanité contribue à entretenir et à préserver la mémoire et le souvenir de l'engagement brigadiste, un engagement qui avait pour fondement la défense de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale en Espagne Républicaine.



La fête est finie. Durant ces trois jours de fête l'affluence du public dans le stand de l'ACER est restée forte. C'est, pour nous, un signe très encourageant. La Guerre d'Espagne et l'épopée des Brigades Internationales demeurent des sujets qui suscitent toujours l'intérêt du public et de la jeunesse.

Notre présence à la fête de l'Humanité contribue à entretenir et à préserver la mémoire et le souvenir de l'engagement brigadiste, un engagement qui avait pour fondement la défense de la liberté, de la démocratie et de la justice sociale en Espagne Républicaine, des enjeux qui, aujourd'hui encore, sont au cœur des luttes

sociales, politiques et des conflits dans le monde tourmenté que nous vivons.

Afin de rendre compte et d'illustrer ces trois jours à la Fête de l'Humanité nous mettons en ligne sur le site internet de l'association une série de photos.

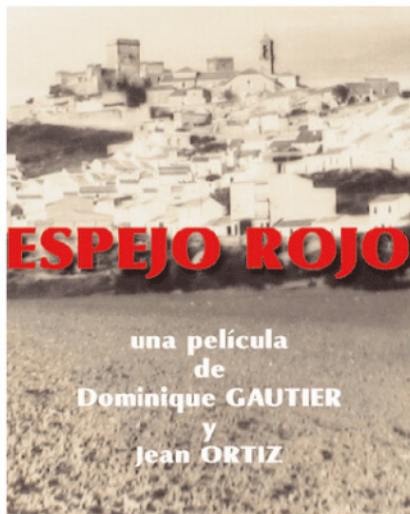
REGARDS

Cinéma témoignage autour de la République espagnole

Trois DVD, reportage d'actualité, parcours humains et chronique à voir pour une dynamique historique et d'avenir

"70e anniversaire de la création des Brigades Internationales: le voyage".

Le voyage en Espagne organisé par L'ACER au mois d'octobre 2006 pour participer aux commémorations qui se sont déroulées à Madrid, à Saragosse et à Barcelone, a fait l'objet d'un DVD. On peut se procurer celui-ci pour le prix de 15€uros. (En cas de d'envoi postal, adresser un chèque de 17,50€uros pour tenir compte des frais de port. Le chèque doit être établi à l'ordre de l'ACER.)



"Rouge Miroir"
(Espejo Rojo) un film de Dominique Gautier et de Jean-Ortiz.

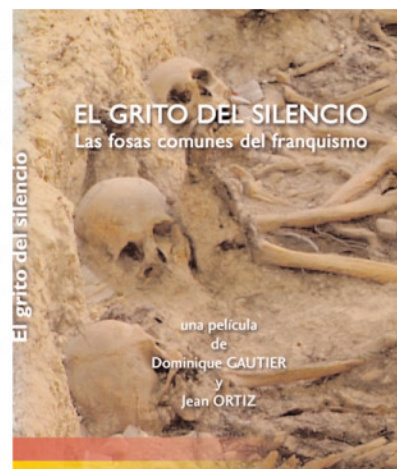
"Rouge Miroir" ou le parcours d'un homme parmi les hommes, depuis l'avènement de la République dans un village andalou: Espejo, jusqu'à la

Guerre civile, Buchenwald, l'antifranquisme et la République bradée.

"Le Cri du Silence"
(Les fosses communes du franquisme). Un film de Dominique Gautier et de Jean-Ortiz.

"Le Cri du Silence" est la chronique de l'exhumation, en juin et juillet 2004, de 22 corps jetés par les franquistes dans deux fosses communes du village de Santaella, près de Cordoue.

On peut se procurer chacun de ces DVD pour le prix de 20€uros +frais de port. Pour la commande s'adresser à l'éditeur: Creav, 8 rue Paul Bert 64 000 Pau . Tel. 05.59.90.34.90.



LE 16 NOVEMBRE 2007 AU "94"

La nouvelle "Maison des Métallos"

Dans un cadre rénové et désormais municipalisé (Ville de Paris), la nouvelle "Maison des Métallos" du 94 rue Jean Pierre Timbaud (Paris XIème) conviait à une soirée "Brigades Internationales", à l'initiative conjointe de la CGT-Union Fraternelle des Métallurgistes, de la Mairie de Paris et du Musée de la Résistance Nationale de Champigny.

Le "MRN" invitait à la visite des panneaux de son exposition permanente consacrée aux "BI", son Conservateur Guy Krivopissko soulignant l'immense

apport des Métallos du "94 rue d'Angoulême" et de "Mathurin Moreau" dans le recrutement-acheminement des Brigadistes et dans la solidarité autour de la cause de la République d'Espagne.

Roger Bourderon, historien, présente les principaux aspects et les principales conclusions du Colloque de Paris (2006) "Passé et actualité de la Guerre d'Espagne", précédant le témoignage particulièrement émouvant de Cécile Rol-Tanguy qui retrouvait, en ces lieux, ses racines affec-

tives, professionnelles et militantes...

Pierre Rebière rappela, lui, les objectifs de l'ACER (héritière de l'AVER née en 1937) et souligna l'importance nationale et internationale de la "Loi de mémoire historique" en cours d'adoption au Parlement espagnol. Faut-il rappeler qu'avec le secteur "Bâtiment Travaux Publics" (24%), les Métallos (22%) ont fourni, en France, les contingents les plus importants de Volontaires des Brigades Internationales, puis ceux, peu après, de la Résistance?

Ils nous ont quittés

l'ACER salue la mémoire de ses compagnes et compagnons

Madeleine Oboda-Delers (1918-2007)

L'AVER, l'ACER et les démocrates de toutes sensibilités ont perdu le 23 Octobre une grande amie, une amie de toujours:

Madeleine Oboda (née Delers), connue au sein des FTP-MOI du Groupe Manouchian sous les pseudo de "Marie" puis de "Catherine", était entrée en lutte armée après l'exécution de son mari Stanislas Oboda au Mont-Valérien le 21 Septembre 1942. Stanislas, né en 1902 en Pologne, avait combattu en Espagne dans la Brigade "Dombrowsky"; resté en France après le retour des BI, il fut, comme beaucoup d'autres, des Résistants de la première heure, ceux ignorés ou décriés par les absents ou les tard-venus de la onzième ou de la vingt-cinquième heure; arrêté en Février 42 par les "Brigades Spéciales" de Bousquet et Pétain, incarcéré à Romainville puis à la Santé et enfin fusillé en compagnie de cinquante autres patriotes (le même jour, les nazis en fusillaient 70 autres à Bordeaux-Souges). Madeleine avait rejoint l'ACER dès ses débuts en 1996; en 1998, elle avait eu la douleur de perdre son compagnon Francisco Romero Marin, ancien combattant de la République espagnole.

A sa nombreuse famille, à tous ses amis, l'AVER et l'ACER présentent leurs profondes condoléances.

Carmen Carballo-Mocci

Carmen Carballo-Mocci vient de mourir. Cette ancienne couturière chez Chanel à Biarritz et militante communiste jusqu'à la fin de sa vie a effectué un long parcours combattant: les brigades internationales en Espagne, la Résistance dans le sud de la France, l'arrestation par la Gestapo en Avignon et la vie sauve grâce à un commando de maquisards, l'aide aux démocrates espagnols en lutte contre le franquisme. Elle était mariée à César Mocci rencontré à l'état major FFI. Un hommage a été rendu à Carmen Carballo le mercredi 23 janvier 2008 à La Ciotat.

Gregorio Lopez Raimundo

Dirigeant historique du PSUC, il a été incinéré dans l'intimité et un hommage lui a été rendu place Sant Jaume (Palais de la Généralité) à Barcelone. Il était âgé de 93 ans. Né en Aragon, il avait commencé à travailler à l'âge de 12 ans et s'installa cinq ans plus tard à Barcelone. Membre de la jeunesse Socialiste unifiée de Catalogne, il devint pendant la guerre d'Espagne commissaire politique d'une unité républicaine combattant sur le front d'Aragon.

Exilé en France à la fin de la guerre, il fut interné au camp de Saint Cyprien en 1939 d'où il s'évada. Après un séjour en région parisienne il partit au Mexique où il résida

avant de revenir en France en 1945. En avril 1947 se produisit en Catalogne la "chute dite des 80" qui se traduisit par l'arrestation de la majorité des dirigeants du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) et des exécutions.

Gregorio Lopez Raimundo fut nommé à la direction du PSUC à l'automne 1947. Le Parti connut sous sa direction un important développement qui en fit la principale opposition au franquisme. Gregorio a été notamment l'un des principaux organisateurs de la grève de la fréquentation des tramways de Barcelone en 1951, premier grand mouvement social qu'ait connu l'Espagne après la fin de la guerre. Arrêté le 9 juin 1951, il fut sauvagement torturé, mais ne dévoila rien sur l'organisation du PSUC. Une forte mobilisation internationale évita son exécution. En 1954, il fut libéré et exilé sous la promesse de ne plus revenir en Catalogne. En 1960, il revint dans son pays et y vécut dans la clandestinité jusqu'à la mort de Franco, soit pendant 15 ans, en assurant la direction de son Parti. Il a été l'un des personnages clés de la transition vers la démocratie en Espagne et a consacré toute sa vie à la défense de l'idéal communiste. Il était Président d'honneur du PSUC Viu, l'une des composantes d'Esquerra Unida i Alternativa (EUIA) de Catalogne.

Cotisation 2008

Une nouvelle année est déjà là, emplie d'espérances, de luttes à venir aussi pour que la mémoire de la guerre d'Espagne et de ses combattants ressorte enfin des oubliettes; des efforts ont été faits en ce sens par nos deux associations et, en Espagne, nos amis sont à l'offensive avec la "loi de mémoire historique" récemment votée (et qu'il faut désormais traduire en actes concrets). Et il reste toujours, en France en particulier, un gros travail à poursuivre en direction des scolaires, des enseignants, des éditeurs, des médias... Bref, l'ACER doit continuer à faire fructifier l'héritage de l'AVER: confirmez votre soutien et votre sympathie à leurs causes en (re)adhérant pour 2008, par l'envoi d'un chèque (à: ACER, 16 Villa Compont 75017-Paris): 25 € minimum+ 1 enveloppe/réponse timbrée à votre adresse (pour l'envoi de la carte...) Sans vous.. l'ACER ne peut rien! Soutenez-la... Faites-la connaître autour de vous! Merci à tous les fidèles et bienvenue à tous les nouveaux!